

canaliser une partie des surplus d'argent de l'OPEP vers les pays en développement importateurs de pétrole, de façon à éviter le risque d'une spirale déflationniste dans l'économie mondiale. Mais M. Hockin a indiqué au Comité que les institutions financières internationales n'étaient pas en mesure de faire face à l'importance des nouveaux arrangements de paiement requis par les pays en voie de développement. On aurait pu, entre autres solutions, inviter quelques pays de l'OPEP à augmenter leur contribution au FMI, mais certains membres établis importants du Fonds écartaient cette idée, craignant que leur pouvoir de vote soit amoindri au profit de celui des pays de l'OPEP. D'ailleurs, M. Hockin a signalé que « l'accumulation des capitaux était si massive et si rapide qu'on ne pouvait se permettre d'attendre l'issue du lent processus de la négociation de nouvelles ententes au sein des institutions internationales » (13:7).

C'est pourquoi le FMI était favorable à ce que les banques commerciales continuent à recycler les excédents de l'OPEP en vue de maintenir l'activité économique et les échanges mondiaux. M. Johannes Witteveen, alors directeur général du FMI, a explicitement approuvé le recyclage des pétrodollars par les banques privées :

Les marchés privés ont un rôle essentiel à jouer en ce domaine, car ce sont en grande partie eux qui vont permettre de financer d'éventuels déséquilibres de balance des paiements... On peut s'attendre que le marché des eurodevises soit, à cette occasion, le principal véhicule utilisé. Ce marché, en effet, a tous les moyens désirés pour permettre l'échange de volumes d'argent importants et il offre en outre la souplesse et l'anonymat voulus par les prêteurs.

Les milieux bancaires n'ont pas d'emblée cherché conseil auprès des institutions financières internationales. À l'époque, ils se fiaient en effet aux garanties des États et n'assortissaient leurs prêts que de conditions minimales, contrairement à de nombreux prêts gouvernementaux. Et c'est précisément cette caractéristique qui les rendait d'autant plus intéressants aux yeux des emprunteurs.

Même si on insiste beaucoup aujourd'hui sur le fait que les banques commerciales s'étaient mises à prêter allègrement au cours de cette période, allant même jusqu'à insister auprès des pays en voie de développement pour qu'ils acceptent leurs offres de prêts, il faut se souvenir qu'à cette époque leurs démarches avaient été fermement approuvées, voire encouragées, par les gouvernements des pays industrialisés. L'administration américaine en particulier considérait les banques commerciales comme le meilleur moyen de transférer rapidement les pétrodollars aux pays en voie de développement. Plusieurs autorités bancaires canadiennes ont révélé au Comité qu'elles étaient personnellement au courant du fait que les dirigeants du Département d'État et du Trésor américains avaient fait pression sur la communauté bancaire internationale pour qu'elle intervienne et accepte « la responsabilité première de canaliser la masse des nouveaux pétrodollars » (Hockin 13:7). Le secrétaire américain au Trésor a déclaré à l'occasion d'une réunion du FMI en 1979 que « nous reconnaissons tous que les marchés privés seront, dans l'avenir comme dans le passé, les instruments les plus importants du transfert des fonds des pays excédentaires aux pays déficitaires. » En Grande-Bretagne, deux chanceliers de l'Échiquier, M. Denis Healey et sir Geoffrey Howe, avaient tour à tour applaudi, à l'époque, le rôle des banques commerciales dans le financement des déficits du Tiers monde. En septembre 1977, M. Healey déclarait à la réunion annuelle du FMI que « jusqu'à présent, le système bancaire commercial avait, et à